

Séance ordinaire du  
jeudi 22 juin 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et  
Maisons pour tous

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI.

**Mise à disposition d'un local associatif**  
**Résiliation de convention et autorisation de signer une nouvelle convention**  
**Approbation de redevance minorée**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a signé une convention de location avec l'association « Amicale des Retraités de Paul Valéry » le 8 février 2017 concernant un local situé 211 rue Hébert à Montpellier.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré de 35€, constituant une subvention en nature de 6 565€, avait été approuvé par délibération du 15 décembre 2016.

Compte-tenu de l'activité de cette association et de ses besoins, il est proposé de lui attribuer un nouveau local situé au 220 rue Hébert et de résilier la convention du 8 février 2017.

Ce nouveau local qui se substitue au précédent est mis à disposition de l'association jusqu'au 31/12/18 moyennant un loyer annuel minoré de 35€, constitutif d'une subvention de 6 565€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature d'une nouvelle convention de location au 220 rue Hébert ;
- De résilier la précédente convention portant sur le local au 211 rue Hébert ;
- D'approuver le loyer minoré proposé à l'association et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 juin 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention Amicale retraites Paul Valéry

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170622-6509-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 29/06/17  
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.